



Qui aime la Suisse vote OUI à l'initiative pour la durabilité !

À la fin de l'année 2025, la Suisse comptera environ 9.1 millions d'habitants. La population résidante permanente aura augmenté d'un million de personnes en l'espace de 12 ans. Il faut freiner cette immigration démesurée et pour ce faire, un OUI à l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » est nécessaire le 14 juin. Le groupe d'intérêt pour la durabilité présente ses arguments en faveur de l'initiative lors de sa conférence de presse du 24 mars 2026.

Pour accueillir 100'000 nouveaux arrivants en Suisse, il faut 45'000 logements supplémentaires. Il faut un hôpital supplémentaire de 420 lits, environ 468 médecins et plus de 2'000 soignants. Il faut de nouvelles écoles, des centaines de classes et d'enseignants. 100'000 habitants supplémentaires ont besoin de nos routes, de nos trains, de nos bus et de nos installations de loisirs. L'immigration entraîne encore plus d'immigration. Il faut mettre un terme à cette spirale infernale.

Bien sûr, certains profitent de cette immigration démesurée. Mais la grande majorité de la population suisse n'en tire aucun bénéfice, à part des problèmes et les coûts. Le coût de la vie augmente, les salaires ne progressent pratiquement plus, la croissance économique par habitant stagne. Ainsi, la prospérité diminue insidieusement. Cela ne peut pas continuer ainsi

Le conseiller national **Marcel Dettling** résume pourquoi cette initiative populaire est nécessaire : « Nous voulons une Suisse où il fait bon vivre. Nous voulons que les générations futures puissent elles aussi vivre dans la prospérité, la paix et un beau paysage. Le fait que 100'000 personnes supplémentaires immigreront chaque année met à rude épreuve nos infrastructures, notre capacité d'intégration et notre société dans son ensemble. Il s'agit d'une immigration raisonnable. **Même si l'initiative était acceptée, environ 40'000 travailleurs qualifiés et personnes pourraient encore immigrer en Suisse chaque année.** Cela reste nettement supérieur aux 8'000 immigrants que le Conseil fédéral nous avait promis avant la libre circulation des personnes avec l'UE. »

L'immigration entraîne encore plus d'immigration

Pour **Thomas Matter**, conseiller national (ZH), le constat est sans appel : « Nous avons perdu le contrôle de l'immigration et les chiffres sont clairs :

- Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes au sein de l'UE, 1.5 million d'immigrés sont arrivés en Suisse (chiffre net).
- La population suisse croît 16x plus vite qu'en Allemagne.
- La population étrangère s'élève aujourd'hui à 2'414'408 personnes, soit 28% de la population. De plus, plus d'un million d'étrangers ont été naturalisés depuis 2002.
- Actuellement, plus de 100'000 immigrants supplémentaires arrivent chaque année en Suisse en provenance de l'UE, de pays tiers et via la voie de l'asile.
- **Depuis l'an 2000, plus de 655'000 demandes d'asile ont été déposées en Suisse**, la plupart de jeunes hommes musulmans venus du monde entier.



- Chaque seconde, environ un mètre carré d'espace vert disparaît. Notre belle Suisse est en train d'être bétonnée.

L'immigration incontrôlée entraîne une hausse de la criminalité

Pour la conseillère nationale genevoise **Céline Amaudruz**, « Les femmes, les villes et les cantons frontaliers sont particulièrement touchés par cette dégradation de la sécurité. La violence augmente, tout comme certaines formes de criminalité, telles que les agressions physiques et les agressions sexuelles. Un policier genevois m'a confié qu'*au moins 8 auteurs de délits sur 10 ne sont pas d'ici. Ils viennent du Maghreb ou du Proche-Orient. Mais chut ! On ne doit pas le dire trop fort...* Toutes les enquêtes et statistiques le montrent : les étrangers, ainsi que les Suisses naturalisés, sont massivement surreprésentés dans les actes de violence et dans les prisons. Cessons de nous leurrer : en raison de sa politique d'immigration et de naturalisation, la Suisse a un très gros problème de sécurité ! »

Le quotidien devient insupportable

Sandra Sollberger, conseillère nationale et entrepreneuse (BL) : « L'immigration de masse pèse très directement sur notre quotidien, partout dans le pays, que cela soit sur le trajet du travail, pour faire les courses, lors d'une sortie en famille ; nos routes sont bouchées, nos trains bondés. Nous, les artisans, savons mieux que quiconque ce que cela signifie. Nous sommes coincés dans les embouteillages au lieu de travailler chez nos clients. En 2024, un nouveau record a été atteint sur les routes nationales suisses avec environ 55'569 heures d'embouteillages. Cela coûte des milliards à la Suisse, année après année. Et pour les pendulaires aussi, le quotidien devient insupportable : soit on se retrouve debout dans des trains bondés, soit on paie un billet en 1^{ère} classe, ce que beaucoup ne peuvent tout simplement pas se permettre. »

La libre circulation des personnes au sein de l'UE fait baisser les salaires et évincer les jeunes travailleurs

Marco Chiesa, Conseiller aux Etats (TI) : « Au Tessin, les salaires ont été durablement tirés vers le bas. Lorsque les entreprises peuvent, grâce à la libre circulation des personnes, puiser dans un immense réservoir de main-d'œuvre externe et bon marché, le travailleur local perd de son pouvoir de négociation, en particulier la classe moyenne. Et lorsqu'il perd son pouvoir de négociation, il perd du salaire. Dans ce contexte, ce sont les jeunes Tessinois qui sont les plus touchés. Selon les statistiques de l'OIT, **environ 13% des jeunes Tessinois sont à la recherche d'un emploi**. Ils seraient notre main-d'œuvre qualifiée de demain, mais ils sont aujourd'hui évincés par une main-d'œuvre étrangère bon marché. Pour beaucoup de jeunes, le sentiment est amer : on étudie, on s'engage, on se qualifie pour constater ensuite que son propre canton offre moins de perspectives qu'à la génération précédente. »

La grande majorité de la population suisse ressent les conséquences négatives de cette immigration de masse de façon très concrète, au quotidien et dans son porte-monnaie. **La qualité de vie baisse, tandis que le coût de la vie augmente.** Cela ne peut pas continuer ainsi. Freiner l'immigration de masse est aujourd'hui nécessaire et pour ce faire, votons **OUI** à l'initiative pour la durabilité le 14 juin !

Berne, le 24 mars 2026